



Government of Canada
Permanent Mission of Canada
to the United Nations and the
Conference on Disarmament

Gouvernement du Canada
Mission permanente du Canada
auprès des Nations Unies et de la
Conférence du désarmement

Statement by the Honourable Stéphane Dion Minister of Foreign Affairs

Conference on Disarmament 2 March 2016

Check against delivery

Monsieur le Président, Excellences, distingués délégués, Mesdames, Messieurs.

Après cinq ans d'absence, il était temps qu'un ministre canadien des Affaires étrangères s'adresse à la Conférence du désarmement. Je suis donc heureux de le faire aujourd'hui, au nom du gouvernement du Canada et du premier ministre Justin Trudeau.

Je n'irai pas par quatre chemins : cette enceinte est paralysée depuis près de 20 ans. Voilà le triste constat. Pourtant, il y a vingt ans, la Conférence du désarmement avait plusieurs succès à son actif. Mais depuis deux décennies, c'est la panne sèche. La Conférence du désarmement n'a pas permis un apport concret à la paix et à la sécurité internationales.

Ce n'est pas que la communauté internationale est incapable de travailler ensemble. Nous y parvenons, mais en dehors de cette enceinte. Qu'on songe :

- au Traité sur les mines antipersonnel,
- à la Convention sur les armes à sous-munitions,
- au Traité sur le commerce des armes

L'une des principales réussites récentes en matière de désarmement est le Plan d'action global commun convenu entre l'Iran et le P5+1. Le Plan d'action global commun est une contribution essentielle aux efforts mondiaux en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaires, pourvu que sa mise en œuvre soit complète et vérifiée.

De même, le Partenariat international pour la vérification du désarmement nucléaire, auquel le Canada participe activement, traite certains aspects techniques importants de la vérification qui représentent actuellement des obstacles de taille à l'élaboration de mesures de désarmement de longue durée.

Parallèlement, les efforts relatifs aux armes conventionnelles sont extrêmement importants. En particulier, l'initiative de l'Allemagne relative aux armes légères et de petit calibre au Sahel et le rôle

actuel du Traité sur le commerce des armes (TCA) pour réduire au minimum les effets déstabilisateurs et souvent tragiques des armes légères et de petit calibre dans de nombreux pays témoignent d'une évolution des plus favorable.

D'ailleurs, j'annonce aujourd'hui que le Canada adhèrera au Traité sur le commerce des armes. Notre gouvernement travaille avec diligence pour respecter ses obligations juridiques nationales afin d'accéder au Traité sur le commerce des armes dès que possible. Je le rappelle, toutes ces ententes ont été négociées à l'extérieur de la Conférence sur le désarmement.

Le fait que cette instance chargée des négociations sur le désarmement n'ait joué aucun rôle dans les percées importantes en matière de désarmement est une critique sévère de notre incapacité à dépasser nos intérêts nationaux étroits.

Si la Conférence ne reprend pas avec sérieux et détermination ses travaux de fond, je crains que les efforts ponctuels en faveur de la non-prolifération et du désarmement dans d'autres tribunes deviennent la norme. Par conséquent, j'invite à la réflexion, non seulement dans cette salle, mais surtout dans les capitales, sur les conséquences qui surviendraient si la Conférence du désarmement perdait toute pertinence.

Il faut que notre Conférence sorte de sa paralysie. C'est une nécessité, quand on mesure à quel point le monde n'est pas tellement plus sûr aujourd'hui qu'il l'était lorsque la Conférence a été mise sur pied en 1979.

Les crises en Ukraine, en Syrie, en Irak et au Yémen, pour ne nommer que celles-ci, continuent de nuire à la sécurité régionale et internationale. Les actes irresponsables et imprudents de la Corée du Nord, qui contreviennent à ses propres obligations et aux résolutions de l'ONU, assombrissent la situation sur le plan de la sécurité en Asie du Nord. Entre-temps, certaines parties de l'Afrique sont aux prises avec l'instabilité, aggravée par une surabondance d'armes légères et de petit calibre.

Therefore, it is high time for this Conference to get back to work. And I am here to tell you that Canada stands ready to work collaboratively with all of you to get this machinery working again.

I am sure that many of you here share the desire to restore the Conference as the world's forum for disarmament negotiations.

To achieve this, we must redouble our efforts to find innovative ways of moving forward that respect the real differences between our positions.

But for the Conference on Disarmament to contribute to peace in a tangible way, we need to set realistic objectives, taking contemporary strategic realities into account. Preaching total disarmament is not one of these realistic objectives.

It is clear that the current environment is hardly conducive to encouraging states that possess nuclear weapons to participate in negotiations on a nuclear weapons ban. Without these states, an

immediate outright ban on nuclear weapons might be an appealing gesture, but its practical impact would be highly questionable.

Without the participation of the countries possessing nuclear weapons, a ban would not bring us any closer to our shared goal of a world free of nuclear weapons. Indeed, premature action risks undermining international stability by creating a false sense of security, without any reliable underpinnings.

Progress toward our collective goal of complete and verifiable disarmament can be achieved if it is incremental, concrete, realistic and verifiable.

This is not to say there is nothing we – including non-nuclear weapons states - should be doing. To the contrary.

In particular, the time is ripe to pursue further political and legal steps within the context of the Non-Proliferation Treaty, the NPT. Such measures include:

- increased transparency;
- moratoria on nuclear tests and the production of fissile material;
- security assurances;
- the establishment of nuclear weapons free zones; and,
- continued work toward the universalization of the NPT.

One objective we must achieve is the negotiation of a Fissile Material Cut-Off Treaty, or FMCT.

The Group of Governmental Experts, which Canada was honored to chair, has already produced a robust, in-depth assessment of future Treaty aspects. Their work showed that a Treaty is not beyond our reach. Negotiations would undoubtedly be difficult, but the outcome would be a significant achievement.

The pursuit of such a treaty would not only help put in place a prohibition against the production of dangerous fissile material, but would also be instrumental in helping to advance important verification mechanisms necessary for broader disarmament efforts. This is a realistic, achievable step, and one that Canada believes must move forward without further delay.

Another example of a concrete objective that we could achieve: the Open-Ended Working Group instituted by the United Nations General Assembly last year. Canada is participating actively in the working group, not because we believe that the discussions will be easy, but because talking to each other is better than not talking to each other. Canada genuinely hopes that this group will be able to produce a balanced and constructive report on measures for disarmament.

When I look at the Conference on Disarmament, I see a community of diplomats motivated to make contributions to non-proliferation and disarmament.

This is why, despite the longstanding impasse in this body, I am convinced that all of us have not given up hope of achieving a more secure world.

Steady, incremental progress on disarmament can be made with patience, flexibility, perseverance and courageous leadership. I encourage all of you to rededicate yourselves to finding a way forward.

To this end, you will be able to count on Canada. Vous pouvez compter sur le Canada.

Thank you.